

Guillaume ROUX
Groux30@aol.com

Résumé de la thèse

Comprendre la xénophobie à l'échelle européenne

"Déconstruire" et expliquer les opinions xénophobes

Jury : Philippe Braud, Pierre Bréchon (directeur de la thèse), Bruno Cautrès, Jacques Gerstlé, Nonna Mayer (rapporteur) et Peter Schmidt (professeur à l'université de Giessen, Allemagne, rapporteur).

Thèse soutenue le 9 décembre 2005 (mention Très honorable, Félicitations à l'unanimité des membres du jury, avis favorable à la publication)

Résumé court

(avis de soutenance)

Que sait-on aujourd'hui du degré de xénophobie des populations européennes ? L'émergence électorale de formations politiques anti-immigrés, la recrudescence des violences antisémites et « islamophobes » ou les enjeux de « l'intégration » des immigrés ne cessent de raviver la question du « racisme » dans l'Europe de l'Ouest contemporaine. Quelle que soit la manière dont on l'aborde _ vote d'extrême droite, politiques d'immigration, etc. _ on ne peut faire l'économie d'une véritable réflexion sur les « mentalités » de la population au sens large : dans quelle mesure les Européens jugent-ils acceptable, légitime ou souhaitable la coexistence avec des minorités qualifiées « d'ethniques » ?

Si ces questions ont suscité de très nombreux commentaires et analyses, les comparaisons systématiques de la xénophobie en Europe du point de vue des « mentalités » ou de « l'opinion » demeurent paradoxalement assez rares : les réponses apportées à des questions aujourd'hui très saillantes apparaissent parfois fragiles. La xénophobie est-elle davantage répandue dans certains pays que dans d'autres, et surtout pourquoi ? Comment concevoir la xénophobie de populations marquées par le souvenir de la Shoah, ayant vu l'implantation d'une « norme antiraciste » et les progrès rapides du niveau d'instruction ? Existe-il réellement une tendance à l'augmentation de la xénophobie dans les sociétés d'Europe de l'Ouest ?

C'est à ces questions que nous avons tenté de répondre, au moyen d'une comparaison systématique des pays concernés, reposant largement sur l'exploitation de grandes enquêtes européennes par sondage. Outre le recours à une méthodologie qui se veut rigoureuse, ce travail se caractérise par une volonté de repenser pour partie l'étude des attitudes xénophobes, en fonction des transformations ayant marqué les sociétés d'Europe de l'Ouest depuis la fin de la guerre (parmi lesquelles l'augmentation spectaculaire du niveau d'étude). La réalisation de 25 « entretiens experts » encourage une réflexion plus approfondie sur le lien de la xénophobie au contexte national en France, Espagne, Italie, Grande-Bretagne, Allemagne et aux Pays-Bas.

Résumé long (5 pages)

** Présentation du sujet : lacunes de l'étude européenne comparée de la xénophobie*

Notre thèse de doctorat porte sur la xénophobie en Europe, plus précisément dans l'Europe des 15, la xénophobie étant appréhendée du point de vue des « mentalités » ou de « l'opinion publique », c'est-à-dire du point de vue de la population européenne au sens large.

Le sujet a donné lieu à une surabondance de commentaires, analyses et publications diverses. Pour autant, les analyses de l'opinion européenne en matière de xénophobie, qui passent par une comparaison systématique des pays concernés, et permettent ainsi de dépasser le niveau des simples conjectures, demeurent assez rares. C'est vrai au niveau de la recherche européenne ou internationales, c'est encore plus vrai pour la France, en particulier s'agissant de la science politique, pour laquelle nous pouvons souligner l'existence d'une véritable lacune. Lacune d'autant plus frappante que la question de la xénophobie interroge le cœur du projet de la science politique, c'est-à-dire à la question des modes du « vivre ensemble » qui apparaissent ou non légitimes pour les membres d'une société donnée.

Notre travail de doctorat visait donc à combler pour partie cette lacune, en focalisant d'emblée l'attention sur les aspects de la xénophobie qui nous semblent aujourd'hui le moins bien compris, ou pour lesquels un certain nombre de conclusions largement admises nous sont rapidement apparues problématiques.

Cela nous a amené à poser ou parfois reposer des questions qui sont, si l'on peut dire, de « grandes questions », des questions de société dans le sens le plus général. Est-il vrai que la xénophobie à l'échelle européenne est aujourd'hui en augmentation ? La xénophobie est-elle davantage répandue dans certains pays que dans d'autres, et comment cela peut-il s'expliquer ? Comment penser, du point de vue de la xénophobie, la spécificité de populations marquées par le souvenir de la Shoah, et ayant connu l'implantation progressive d'une norme antiraciste ? Et comment comprendre enfin les effets en matière de xénophobie de l'augmentation spectaculaire du niveau d'étude des populations européennes depuis la fin de la guerre ?

Afin d'apporter à ces questions une réponse qui se veut empiriquement solide, nous avons eu recours à une comparaison systématique des pays concernés _ comparaison qui s'appuie de manière privilégiée sur l'analyse statistique d'une grande enquête européenne par sondage, l'enquête Eurobaromètre de l'année 2000, consacrée au thème du racisme.

S'agissant des résultats obtenus, nous pouvons alors distinguer deux aspects de ce travail : d'abord la volonté de "déconstruire" le racisme ou la xénophobie, ensuite la tentative d'explication des attitudes xénophobes en Europe _ explication qui cherche à tirer toutes les conséquences de cette déconstruction préalable du phénomène.

- **"Déconstruire" la xénophobie : la complexité des opinions relatives aux minorités ethniques**

Déconstruire le racisme ou la xénophobie, qu'est-ce que cela signifie ? On aborde ici la question de la mesure du racisme, question d'autant plus centrale qu'il s'agit d'un sujet dit « sensible ». Comment peut-on appréhender, de manière empirique, la xénophobie des populations européennes ?

Nous avons eu très tôt l'impression qu'un certain nombre de travaux, qui prétendent identifier empiriquement un « nouveau racisme », manquaient pour partie leur but. S'il existe certainement des formes plus ou moins subtiles de xénophobie, il nous a semblé problématique d'assimiler *a priori* toute opinion apparemment peu favorable aux minorités ethniques à de la xénophobie voire même du racisme, fut-il qualifié de « nouveau » ou « subtil ». Faut-il nécessairement qualifier de racistes, pour prendre un exemple marquant dans l'actualité française, toutes les opinions qui ne sont pas favorables au port du foulard islamique à l'école ?

Nous nous sommes alors attachés à montrer que tout ce qui paraît ressembler à du racisme ou de la xénophobie ne relève pas nécessairement de ces catégories. « Déconstruire la xénophobie », c'est donc déterminer dans quelle mesure telle ou telle opinion renvoie réellement à des attitudes xénophobes, ceci afin de savoir précisément ce qu'on mesure, et partant de quoi est-ce que l'on parle.

Si les opinions relatives aux minorités ethniques ne relèvent pas nécessairement de la xénophobie _ ou d'une opposition entre xénophobie et tolérance _ comment comprendre alors les mentalités relatives aux minorités ethniques dans l'Europe contemporaine ?

* Un modèle théorique des opinions "xénophobes" : compromis ou dilemmes entre intérêts et valeurs

Afin de répondre à cette question, nous nous sommes appuyés sur un modèle heuristique des opinions relatives à l'ethnicité. Ce modèle revient à considérer que les individus opèrent différents compromis entre les valeurs qu'ils endossent d'un côté, et leurs intérêts plus personnels tels qu'ils les perçoivent de l'autre. Notre hypothèse générale peut alors se comprendre de la manière suivante : nous postulons pour commencer qu'une majorité d'Européens adhèrent aujourd'hui à des principes antiracistes, des principes ou valeurs de tolérance envers les minorités ethniques. Principes dont la popularité s'explique notamment par le mouvement général des valeurs des sociétés européennes, en lien avec le souvenir très vivace de la Shoah.

Mais la popularité de ces principes très généraux ne suffit pas à comprendre l'opinion relative aux minorités ethniques. Car la perception de ces minorités dépend également des intérêts des individus tels qu'ils les perçoivent _ intérêts qui devraient apparaître d'autant plus saillants qu'ils paraissent menacés, ou que les individus se sentent confrontés à une forme de menace.

Or il semble bien que pour de nombreux européens, les minorités ethniques, *via* le phénomène que constitue en particulier l'immigration, apparaissent à certains égards menaçantes : l'immigration est couramment associée, du point de vue de l'opinion, aux phénomènes d'insécurité ou encore au chômage.

On peut faire ainsi l'hypothèse que les mentalités relatives aux minorités ethniques relèvent largement d'un dilemme ou de compromis entre des principes dominants de tolérance d'un côté, et le sentiment d'une menace en lien avec différents stéréotypes relatifs aux minorités ethniques de l'autre _ hypothèse qui était déjà celle de Myrdal s'agissant d'expliquer le racisme aux Etats-Unis dans les années 40, mais qui n'a pas été beaucoup reprise depuis dans le contexte européen. Nous faisons donc l'hypothèse que les Européens, dans l'ensemble, exprimeront des opinions d'autant plus favorables aux minorités ethniques qu'ils considèrent les principes généraux ou valeurs auxquels ils adhèrent, et d'autant moins favorables que la question posée ou l'enjeu considéré attirent l'attention sur l'existence d'une menace potentielle.

* Evolution différenciée de la xénophobie selon l'enjeu considéré : le cas de la France

C'est bien ce qu'on observe dans le cas de la France, pour laquelle nous avons cherché à reconstituer l'évolution de la xénophobie sur le long terme. Nous avons ainsi montré que les principes de tolérance ou "antiracistes" font effectivement l'objet, depuis la fin de la guerre, d'une acceptation croissante et aujourd'hui massive. Mais cela ne signifie pas pour autant que les minorités ethniques jouissent toujours d'une image positive : certains stéréotypes apparaissent de ce point de vue persistants. Et l'immigration, qui semble évoquer pour les populations concernées le sentiment d'une menace, demeure globalement peu populaire. Pour autant, la xénophobie dans l'ensemble décline, les opinions des nouvelles générations ayant

permis d'identifier une tendance de fond : les immigrés font globalement l'objet d'une acceptation croissante, en accord avec le mouvement général des valeurs ou principes de tolérance.

Cela n'empêche pas de souligner les limites de ces principes : la tolérance du point de vue des valeurs n'est pas toujours une tolérance en actes, même s'il existe un lien entre les deux phénomènes ; et les actes des minorités radicalement xénophobes apparaissent aujourd'hui préoccupants. Pour autant, la progression de valeurs ou principes de tolérance constitue un acquis important des sociétés européennes, dont l'impact à long terme ne doit pas être négligé, et ne saurait se réduire à de simples phénomènes de « politiquement correct » (ainsi que le confirment divers résultats et expériences évoqués tout au long de la thèse).

Nous avons alors tenté de montrer, au moyen d'une comparaison européenne, que les opinions relatives aux minorités ethniques ne pouvaient uniquement se comprendre en terme de "racisme" ou de xénophobie : les "mentalités" concernant l'altérité ethnique constituent un phénomène beaucoup plus complexe.

* *Multidimensionnalité de la xénophobie en Europe : comment les Européens "raisonnent" sur les questions relatives aux minorités ethniques*

Nous avons ainsi identifié les grands "modes de raisonnements" qui caractérisent aujourd'hui l'opinion relative aux minorités ethniques sur un certain nombre d'enjeux. Concrètement, nos données ont révélé l'existence de cinq dimensions des opinions relatives aux minorités ethniques : la volonté de limiter l'immigration, l'acceptation de l'immigration dite "de travail", la valorisation de la diversité ethnique, la "xénophobie radicale", et l'idée que les minorités ethniques contribuent au "prestige national". Ces dimensions apparaissent identiques ou tout au moins comparables dans un grand nombre de pays : il existe bien en Europe des "modes de raisonnement" dominants ou largement partagés sur les questions qui nous intéressent.

On identifie ainsi de grandes constantes de l'opinion d'un pays à l'autre : la nécessité de limiter l'immigration constitue une opinion largement répandue et même dominante. Mais de manière apparemment paradoxale, l'immigration est beaucoup mieux acceptée si on précise qu'il s'agit d'une immigration dite "de travail". L'existence ou la perspective de sociétés ethniquement diversifiées se révèle désormais largement acceptée et même valorisée. Quant à la "xénophobie radicale", elle ne concerne jamais qu'une minorité d'individus, qui apparaît cependant substantielle dans un certain nombre de pays.

L'existence de ces différentes dimensions se comprend largement au regard de notre modèle des compromis entre les valeurs de tolérance, et la considération d'intérêts personnels en lien avec le sentiment général d'une menace. L'acceptation très générale de la diversité ethnique qui caractérise les sociétés européennes renvoie plutôt _ ainsi que nous l'avons confirmé de manière empirique _ à des principes de tolérance, ou à l'acceptation d'une norme antiraciste. Mais l'idée qu'il faut limiter l'immigration n'en est pas moins largement répandue : les Européens tendent à considérer qu'une immigration trop nombreuse fait peser une menace sur

la société d'accueil, et partant leurs propres intérêts, en lien avec des stéréotypes concernant notamment l'insécurité ou le chômage. La dimension "xénophobie radicale" permet quant à elle d'identifier une population clairement xénophobe, qui reste largement minoritaire : la grande majorité des européens ne souhaite pas renvoyer les immigrés.

- **Expliquer la xénophobie dans l'Europe contemporaine**

** Pourquoi la xénophobie est-elle davantage répandue dans certains pays : le modèle des compromis entre intérêts (menace perçue) et valeurs*

A partir de ce premier travail de déconstruction du "racisme", nous avons alors tenté d'expliquer la xénophobie, en particulier ses variations d'un pays à l'autre. Nous avons pu proposer pour commencer un « classement multidimensionnel » de la xénophobie en Europe de l'Ouest, classement qui apparaît très stable entre les années 1997 et 2000 : certains pays apparaissent clairement plus "xénophobes" (Grèce, Allemagne, Belgique) ou au contraire "tolérants" (Suède, Espagne, Finlande) _ la France occupant ici une position intermédiaire.

Nous sommes parvenus ensuite à expliquer les différences de xénophobie d'un pays à l'autre. Cela nous a permis de confirmer la fécondité du modèle des compromis entre intérêts et valeurs. On doit ainsi tenir compte, si on souhaite comprendre les niveaux nationaux de xénophobie, de ce que nous avons appelé la "menace contextuelle", en lien avec la situation économique du pays, l'afflux d'immigrés ou de réfugiés, et la proportion de minorités ethniques présentes. Mais on doit également considérer ce que nous avons appelé le "climat axiologique" du pays concerné : un ensemble de valeurs dominantes sinon de "traits culturels", qui ne se réduit pas complètement à la somme des valeurs personnelles de chaque individu. Ce n'est qu'en considérant à la fois l'influence _ en rapport avec des phénomènes proprement nationaux _ des intérêts et des valeurs, qu'on parvient véritablement à comprendre les différences de xénophobie d'un pays à l'autre.

De manière complémentaire, nous avons pu identifier un "profil type" des pays qui ne sont confrontés que depuis peu à une immigration massive, et présentent en matière de xénophobie les caractéristiques d'une opinion qu'on peut qualifier de "jeune" : relative fragilité de la norme antiraciste ; augmentation souvent très rapide de la volonté de limiter l'immigration entre les années 1997 et 2000 ; faible polarisation ou structuration de l'opinion ; faible proportion de "xénophobes radicaux", mais faible proportion également d'individus "systématiquement tolérants". On retrouve ici en particulier les pays d'Europe du Sud que sont l'Espagne, l'Italie et le Portugal. Mais il est frappant de noter que ces phénomènes concernent à des degrés divers tous les pays d'immigration récente, et dépassent dans une certaine mesure le clivage Europe du Nord / Europe du Sud, ou Europe protestante / catholique. Ces analyses ont alors permis de proposer un tableau plus "compréhensif" de la xénophobie dans chacun des pays considérés. Il s'appuie notamment, pour les six pays que sont l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et la France, sur la

réalisation de 25 "entretiens experts", favorisant la mise au jour des spécificités de chaque contexte national.

** Pourquoi certains individus sont-ils davantage xénophobes que d'autres : la dimension cognitive (niveau d'étude)*

Du point de vue de l'explication individuelle de la xénophobie _ pourquoi certains individus sont-ils davantage xénophobes que d'autres ? _ notre principale contribution concerne l'influence du niveau d'étude. Il est largement admis aujourd'hui _ toutes les enquêtes le montrent _ qu'on est d'autant plus tolérant qu'on a fait plus d'études. Dans des sociétés où l'accès à l'éducation est désormais massif, la compréhension de ce phénomène apparaît évidemment importante. Pourtant, les explications qui en sont proposées semblent souvent insuffisantes : nous avons d'abord montré qu'il ne suffit pas d'être plus ou moins « intelligent » ou « intellectuellement sophistiqué », de posséder des connaissances étendues pour devenir automatiquement tolérant.

De ce point de vue, notre principale contribution est d'abord théorique : nous avons construit un modèle explicatif du lien entre niveau d'étude et tolérance. Ce modèle cognitif, dont nous ne pouvons pas évoquer ici tout le détail, attire l'attention sur deux types de variables qui apparaissent couramment négligées : d'abord la participation, en lien avec le niveau d'étude, à des échanges intellectuels ou débats contradictoires ; et ce que nous avons appelé ensuite la « compréhension altruiste » : une propension à prendre au sérieux, ou à chercher tout au moins à comprendre plutôt que de le rejeter en bloc le point de vue de l'autre, les opinions ou conceptions qui diffèrent des siennes.

Nous avons fait ainsi l'hypothèse que le niveau d'étude favorise la participation à des échanges intellectuels, qui favorise à son tour la « compréhension altruiste », facteur de tolérance dans un sens très général, et plus précisément en ce qui concerne les minorités ethniques. Ce modèle théorique a été confirmé de manière indirecte à travers la réinterprétation de travaux très divers, et de manière plus directe à partir de données concernant l'Irlande du Nord.